



Cellule d'analyse européenne

Proposition de **DIRECTIVE relative aux gens de mer,**
modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE, 2002/14/CE, 98/59/CE et 2001/23/CE
COM(2013)798

Synthèse: Par le biais de cette proposition, la Commission européenne vise à appliquer ou à adapter le champ d'application des directives en matière de droit du travail aux gens de mer, afin qu'ils aient les mêmes droits que les travailleurs actifs sur la terre ferme. Par suite de la révision des directives concernées, les gens de mer bénéficieront d'une meilleure protection, au regard du droit du travail, des droits consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur cette proposition législative expire le 14 janvier 2014.**

1. Contexte

Un certain nombre de directives relatives au droit du travail (notamment la directive sur le comité d'entreprise européen, la directive sur l'information et la consultation des travailleurs, la directive sur les licenciements collectifs et la directive sur le transfert d'entreprises) permettent aux États membres d'exclure les gens de mer de leur champ d'application. Les exclusions diffèrent selon l'État membre.

Sauf en cas de motif justifié par des raisons objectives, cette différence de traitement des gens de mer n'est guère conciliable avec la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Par cette proposition, la Commission européenne vise à appliquer ou à adapter le champ d'application des directives en matière de droit du travail aux gens de mer, afin qu'ils aient les mêmes droits que les travailleurs actifs sur la terre ferme.

2. Contenu

La proposition vise à faire en sorte que les gens de mer aient accès à la concertation par le biais de conseils d'entreprise, bénéficient d'une protection en cas de faillite de l'employeur, soient informés lorsque leur entreprise est reprise, et bénéficient d'autres droits consignés dans cinq directives.

Les grandes lignes de la proposition de directive peuvent être résumées comme suit:

	Contenu	Commentaire
1	Objectif: Application ou adaptation du champ d'application de diverses directives en matière de droit du travail aux gens de mer, de manière à ce qu'ils bénéficient des mêmes droits que les travailleurs sur le continent.	- La proposition vise à améliorer la protection des droits consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les domaines régis par le droit du travail au profit des gens de mer; - Elle vise également à accroître l'afflux de jeunes dans les secteurs de la marine marchande et de la pêche maritime.
2	Directive « sur l'insolvabilité de l'employeur » et directive « sur le comité d'entreprise européen »	- Les gens de mer relèveront du champ d'application de la directive « sur l'insolvabilité », qui prévoit que les États membres mettent en place des institutions qui garantissent le paiement des créances impayées résultant de contrats de travail. - Les dispositions de la directive « sur le comité d'entreprise européen » s'appliqueront au personnel navigant de la marine marchande.
3	Directive « sur l'information et la consultation des travailleurs »	La proposition reconnaît le droit inconditionnel à l'information et à la consultation des gens de mer dans toutes les directives qui autorisaient précédemment des exceptions et des dérogations à ce droit.
4	Directive « sur les licenciements collectifs »	La directive "sur les licenciements collectifs" établit des procédures qui doivent être appliquées par l'employeur en cas de licenciement collectif. La proposition reconnaît des droits aux gens de mer, en tenant compte de la spécificité du secteur (suppression, dans certains cas spécifiques, des délais de réflexion dans la directive « sur les licenciements collectifs »).
5	Directive "sur le transfert d'entreprises"	La directive "sur le transfert d'entreprises" vise à protéger les travailleurs en cas de changement d'employeur afin d'assurer le maintien et la protection de leurs droits. La proposition autorise des mesures sectorielles et prévoit que, dans le cas de transferts concernant exclusivement des navires ou d'une entreprise n'exploitant qu'un seul navire, les dispositions de la directive en matière d'information et de consultation, au moins, s'appliquent.

3. Cadre juridique européen :

Fondement juridique : Article 153 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatif à l'adoption de directives visant à promouvoir les objectifs de la politique sociale de l'Union (promotion de l'emploi, amélioration des conditions de vie et de travail, protection sociale adéquate et dialogue social).

4. Cadre juridique interne belge :

La Belgique applique actuellement aux marins toutes les directives européennes relatives au droit du travail, à l'exception de la directive sur les licenciements collectifs et de la directive sur le détachement de travailleurs (qui n'est pas visée par la proposition à l'examen).

La Belgique indique qu'elle n'applique pas la directive sur les licenciements collectifs aux marins dès lors que les gens de mer employés sur les bâtiments de commerce sont toujours employés dans le cadre de contrats de travail conclus à durée déterminée, et que les pêcheurs sont employés dans le cadre de contrats de travail conclus pour la durée du voyage maritime.

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission des Affaires sociales ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

6. Suivi dans l'administration fédérale :

- SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins)

7. Subsidiarité et proportionnalité :

La Commission européenne défend une approche européenne dans la mesure où la proposition concerne un secteur qui est soumis à une forte concurrence internationale et dont une grande partie de la main-d'œuvre travaillant sur les navires d'un État membre provient d'autres États membres ou de pays tiers.

Projet d'avis en matière de subsidiarité et de proportionnalité:

- *en matière de subsidiarité: positif*

La proposition respecte les principes de la subsidiarité dans la mesure où elle concerne l'adaptation / la modification des directives existantes en matière de droit du travail. L'initiative à l'examen intègre une catégorie professionnelle dans le champ d'application des directives précitées. À cette fin, il est raisonnable d'élaborer une initiative européenne, d'autant que les gens de mer sont actifs dans un secteur international.

- *en matière de proportionnalité: positif*

Chaque État membre applique actuellement des exclusions différentes pour les gens de mer en ce qui concerne les directives concernées. En vertu du projet de directive à l'examen, tous les armateurs de la marine marchande et de la pêche maritime au sein de l'Union européenne sont tenus de respecter les mêmes obligations en matière de droit du travail.

L'amélioration de la protection du droit du travail visée par l'initiative est de nature à attirer les jeunes vers le secteur de la marine marchande et de la pêche maritime, menacé par une pénurie de main-d'œuvre.

Les modifications proposées par la directive sont également conformes à l'évolution de la protection des gens de mer telle qu'elle est proposée par la Convention du travail maritime de 2006.

Le cas échéant, les parties prenantes (Association belge des armateurs et syndicats des transports) peuvent être invitées à donner leur avis sur la proposition.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 14 janvier 2014.

Les parlements nationaux peuvent également formuler des observations et les transmettre à la Commission européenne dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus :

[Texte de la proposition de directive](#)

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130813.do>

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPÉENNE – Directive CE – Droit du travail – Sécurité sociale - Navigation maritime
-----------------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een **RICHTLIJN** betreffende zeevarenden,
tot wijziging van de Richtlijnen 2008/94/EG, 2009/38/EG, 2002/14/EG, 98/59/EG en
2001/23/EG

COM(2013)798

Samenvatting: Met dit voorstel beoogt de Europese Commissie de werkingssfeer van de richtlijnen op het gebied van arbeidsrecht toe te passen of af te stemmen op de zeevarenden zodat zij dezelfde rechten hebben als werknemers op het vasteland. Door de herziening van betrokken richtlijnen zullen de zeevarenden een betere arbeidsrechtelijke bescherming van de in het EU-handvest van de grondrechten neergelegde rechten genieten. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 14 januari 2014.**

1. Context

Een aantal richtlijnen op het gebied van arbeidsrecht (o.a. de richtlijn Europese ondernemingsraad, de richtlijn informatie en raadpleging, de richtlijn collectief ontslag en de richtlijn overgang ondernemingen) laat de lidstaten toe om zeevarenden van hun toepassingsgebied uit te sluiten. Elke lidstaat past andere uitsluitingen toe.

Tenzij hiertoe om objectieve redenen een motief voor is, is deze verschillende behandeling van zeevarenden moeilijk te verzoenen met het EU-handvest van de grondrechten.

Met dit voorstel beoogt de Europese Commissie de toepassing of afstemming van de werkingssfeer van de richtlijnen inzake arbeidsrecht op zeevarenden zodat zij dezelfde rechten hebben als werknemers op het vasteland.

2. Inhoud

Het voorstel strekt ertoe dat zeevarenden toegang krijgen tot overleg via ondernemingsraden, bescherming genieten ingeval van faillissement van de werkgever, informatie krijgen als hun bedrijf wordt overgenomen, en andere rechten genieten die in vijf richtlijnen zijn vastgelegd.

De krachtlijnen van de ontwerprichtlijn kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Doel: Toepassing of afstemming van de werkingssfeer van de diverse richtlijnen inzake arbeidsrecht op zeevarenden zodat zij dezelfde rechten hebben als werknemers op het vasteland.	- Hiermee wordt een betere arbeidsrechtelijke bescherming beoogd van de in het EU-handvest van de grondrechten neergelegde rechten ten behoeve van zeevarenden; - Hiermee wordt ook een grotere instroom beoogd van jongeren in de koopvaardij en zeevisserij.
2	Richtlijn "insolventie werkgever" en richtlijn "Europese ondernemingsraad"	- Zeevarenden zullen vallen onder de insolventierichtlijn", die erin voorziet dat de lidstaten instellingen in het leven roepen die de betaling waarborgen van openstaande vorderingen uit arbeidsovereenkomst. - De bepalingen van de richtlijn "Europese ondernemingsraad" zullen van toepassing zijn op varend personeel in de koopvaardij.
3	Richtlijn "Informatie en raadpleging"	In het voorstel wordt een onvoorwaardelijk recht op informatie en raadpleging voor zeevarende werknemers erkend in alle richtlijnen die voorheen uitzonderingen op en afwijkingen van dit recht toestonden.
4	Richtlijn "collectief ontslag"	De richtlijn "collectief ontslag" stelt procedures vast die door de werkgever moeten worden toegepast ingeval van collectief ontslag. In het voorstel worden voor zeevarenden andere rechten erkend, met inachtneming van de specifieke situatie van de sector (schrapping in een aantal specifieke gevallen van de bedenktijd in de richtlijn "collectief ontslag").
5	Richtlijn "overgang ondernemingen"	De Richtlijn "overgang ondernemingen" beoogt de bescherming van werknemers ingeval van verandering van werkgever, zodat hun rechten worden behouden en beschermd. Het voorstel laat sectorspecifieke maatregelen toe en bepaalt dat bij een overgang die uitsluitend schepen betreft of in geval van ondernemingen die slechts één schip exploiteren, ten minste de informatie- en raadplegingsbepalingen van de richtlijn van toepassing zijn.

3. Europees juridisch kader:

Rechtsgrond: Artikel 153 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op het aannemen van richtlijnen ter bevordering van de doelstellingen van het sociaal beleid van de Unie (bevordering van de werkgelegenheid, de gestage verbetering van de levensomstandigheden en de arbeidsvoorwaarden, een adequate sociale bescherming en de sociale dialoog).

4. Belgisch internrechtelijk kader:

België past momenteel voor zeevarenden alle arbeidsrechtelijke richtlijnen toe, met uitzondering van de richtlijn “collectief ontslag” en de richtlijn “terbeschikkingstelling werknemers” (die door dit voorstel niet geïmplementeerd wordt).

België heeft gesteld dat het de richtlijn “collectief ontslag” niet toepast op zeevarenden omdat de zeelieden die op koopvaardij schepen werken altijd zijn tewerkgesteld met arbeidscontracten voor een bepaalde duur en de vissers werken onder een contract voor de duur van de zeereis.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Sociale zaken;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden)

7. Subsidiariteit en proportionaliteit:

De Europese Commissie verdedigt een Europese aanpak omdat het voorstel een sector betreft waar sterke internationale concurrentie heerst en een groot deel van de bemanningen van schepen van een bepaalde lidstaat afkomstig is uit andere lidstaten of derde landen.

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- *betreffende de subsidiariteit: positief*

Het voorstel respecteert de beginselen van de subsidiariteit omdat het de aanpassing / wijziging van bestaande richtlijnen betreffende arbeidsrecht betreft. Met dit initiatief wordt een beroepscategorie opgenomen in de toepassingsfeer van voormelde richtlijnen. Hiervoor is het redelijk een Europees initiatief uit te werken, te meer daar zeevarenden werkzaam zijn in een internationale sector.

- *betreffende de proportionaliteit: positief*

Elke lidstaat past momenteel voor zeevarenden andere uitsluitingen toe op het gebied van de betrokken richtlijnen. Deze ontwerp-richtlijn zorgt ervoor dat alle koopvaardijrederijen en visserijrederijen binnen de Europese Unie dezelfde arbeidsrechtelijke verbintenissen moeten nakomen. Dit garandeert gelijke concurrentievoorwaarden.

De betere arbeidsrechtelijke bescherming, waarin het initiatief voorziet, is van aard om jongeren aan te trekken naar de koopvaardij en de zeevisserij, omdat in deze sector een tekort aan arbeidskrachten dreigt.

De wijzigingen, die de richtlijn vooropstelt, kaderen ook binnen de ontwikkelingen aangaande bescherming van zeevarenden zoals vooropgesteld door het Maritiem Arbeidsverdrag 2006.

Aan de stakeholders (Belgische Redersvereniging en Transportvakbonden) kan desgevallend worden gevraagd hoe zij tegenover het voorstel staan.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 14 januari 2014.

De nationale parlementen kunnen ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerprichtlijn

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130813.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE –EG-richtlijn – Arbeidsrecht – Sociale zekerheid - Zeevaart
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be

